

Objet : Ouverture anticipée de crédits Budget Général

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-huit décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le neuf décembre deux mille vingt-cinq, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à COMMERCE.

Etaient présents : **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, CAHU Gérald, KIEFER Sandrine, LAURENT Claude, MARCHAND Martine, REYRE Benoit, THIRIOT Elise ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Lérouville** : HUMBERT Jean-Claude, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : GEOFFROY Alain, HOCQUART Clothilde ; **Vignot** : MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David, LECLERC Madeleine ; **Void-Vacon** : ROCHON Sylvie, GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Champougnny** : VINCENT Éric ; **Commercy** : CARE Florent, DELAMARCHE Carole, GENARD Angélique, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, LEMOINE Olivier, SACCHIERO Laëtita ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Euville** : FERIOLI Alain ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mélny-le-Petit** : BIZET Jehanne ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie, MARTIN Franck ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, DI RISIO Ghislaine, GUERILLOT Virginie ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

ROUVENACH Daniel de LIGIER Jean-Pierre, BARREY Patrick de LEMOINE Olivier, HOCQUART Clothilde de DINE Régis, GEOFFROY Alain de GUERILLOT Virginie, SOLTANI Denis de FERIOLI Alain, GUILLAUME Alain de MARTIN Franck, WENTZ Dominique de BIZARD Michel

Secrétaire de séance : TRAMBLOY Jean-Marie

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 48

Nombre de pouvoirs : 7

Nombre de suffrages exprimés : 55

VOTES : Pour : 55 - Contre : 0 - Abstention : 0

Objet : Ouverture anticipée de crédits Budget Général

18/12/2025 Délibération n°95-2025

Envoyé en préfecture le 19/12/2025

Reçu en préfecture le 19/12/2025

Publié le

ID : 055-200066157-20251218-95_2025-DE

L'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales dispose que « Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril (30 avril l'année de renouvellement de l'organe délibérant), en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

[...]

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus. »

Chaque année sont inscrits en restes à réaliser les dépenses engagées (marchés, contrats, devis) avant le 31.12 de l'année N mais qui ne seront mandatées qu'en année N+1.

Il peut cependant survenir des besoins d'investissements qui n'ont pas été prévus et dont l'exécution et le paiement doivent intervenir avant le vote du budget en avril (matériel de cuisine non réparable suite à une panne à remplacer dans les écoles, achat d'ordinateurs etc)

Il est proposé au Conseil de voter les propositions d'ouvertures de crédits anticipées proposées pour le budget 2026.

Il est proposé l'ouverture anticipée de crédits sur le budget général 2026 :

Chapitre/Article	Crédits prévus au budget hors RAR	Ouverture de crédits proposée
Art.- 2115 Terrains bâtis	0 €	0 €
Art.- 2115 Autres terrains	250 000,00 €	0 €
Art.- 2128 Autres agencements et aménagements	0 €	0 €
Art.- 21351 Bâtiments publics	280 000,00 €	40 000,00 €
Art.- 21352 Bâtiments privés	35 000,00 €	5 000,00 €
Art.- 2138 Autres constructions	48 000,00 €	0 000,00 €
Art.- 2152 Installations de voirie	135 000,00 €	3 000,00 €
Art.- 21532 Réseaux d'assainissement	24 000,00 €	5 000 €
Art.- 21533 Réseaux câblés	5 000,00 €	1 000 €

Art.- 21538 Autres réseaux	2 000,00 €	
Art.- 21568 Autres matériel, outillage incendie	0 €	
Art.- 2158 Autres inst.,matériel, outil.techniques	25 000,00 €	5 000,00 €
Art.- 21831 Matériel informatique scolaire	50 000,00 €	10 000,00 €
Art.- 21838 Autre matériel informatique	20 000,00 €	5 000,00 €
Art.- 21841 Matériel de bureau et mobilier scolaire	50 000,00 €	10 000,00 €
Art.- 21848 Autres matériels de bureau et mobiliers	40 000,00 €	10 000,00 €
Art.- 2185 Matériel de téléphonie	5 000,00 €	1 000,00 €
Art.- 2188 Autres immobilisations corporelles	90 000,00 €	20 000,00 €
Total	1 059 000,00 €	114 000,00 €

Envoyé en préfecture le 19/12/2025
Reçu en préfecture le 19/12/2025
Publié le
ID : 055-200066157-20251218-95_2025-DE

Chapitre/Article	Crédits prévus au budget hors RAR	Ouverture de crédits proposée
Art. - 2031 Frais d'études	123 484,14 €	30 000,00 €
Art. - 2051 Concessions et droits similaires	10 000,00 €	2 000,00 €
Total	133 484,14 €	32 000,00 €

Chapitre/Article	Crédits prévus au budget hors RAR	Ouverture de crédits proposée
Art. – 275 Dépôts et cautionnements versés	1 000 €	1000,00 €
Total	1 000,00 €	1000,00 €

Total 147 000,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité,
Vu le code général des collectivités territoriales

DECIDE de l'ouverture anticipée des crédits sur le budget général 2026 énoncée ci-dessus. Les crédits correspondants seront inscrits au BP 2026 lors de son adoption.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.
Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.



Le Président

Francis LECLERC

Date de convocation :09/12/2025

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.